

## *Chapitre 3.*

### **Incidences au niveau des ménages**

#### **Champ d'application et objectifs**

Chacune des études de cas réalisées pour six pays, Brésil, Canada, Italie, Malawi, Mexique et États-Unis, vise à mesurer les effets redistributifs des réformes agricoles et commerciales de portée nationale et multilatérale. Ces études ont pour objectif général de mieux cerner les répercussions des réformes sur différents types de ménages dans divers pays développés et en développement. Au-delà des résultats ponctuels, ou des extrapolations envisageables à partir d'un ensemble restreint de travaux, il s'agit d'étudier dans quelle mesure les effets à l'intérieur des pays divergent des effets globaux décrits dans le précédent chapitre, de dégager des enseignements pratiques et d'indiquer comment ces enseignements peuvent être mis à profit dans l'élaboration des mesures à l'intention de ceux qui risquent d'être pénalisés par la réforme. Les études de cas permettent de faire ressortir les points communs et les différences entre les méthodes d'évaluation des effets redistributifs et de proposer des principes pour élaborer des applications utiles pour l'action. S'ajoute l'ambition, en ce qui concerne les trois pays en développement examinés, de tenter d'apporter, à partir des trois exemples traités dans ce document un éclairage sur le rôle de l'agriculture dans le développement économique et la lutte contre la pauvreté tout en étant conscient des dangers inhérents à toute généralisation à partir d'un échantillon de petite taille.

L'échantillon de pays retenu pour l'analyse a été nécessairement limité compte tenu des contraintes en termes de ressources, et le choix des pays repose sur la volonté de participer au projet, la disponibilité de données et des compétences requises pour développer des modèles selon le schéma macro-micro dans les établissements universitaires ou les ministères. Les experts et les responsables des politiques ont reconnu, à l'occasion du Forum mondial de l'OCDE sur l'agriculture en décembre 2003, que l'approche générale pouvait être appliquée à un groupe beaucoup large de pays, tout en constatant que les modèles devaient tenir compte des spécificités de chacun (par exemple pour déterminer le découpage des ménages en tant qu'unité de décision). Certaines de ces spécificités sont évidentes dans les trois pays en développement étudiés qui présentent des structures économiques radicalement différentes, mais il en existe certainement beaucoup d'autres. Rappelons à cet égard que si l'on a opté pour la conduite d'études de cas, c'est principalement pour étudier les effets redistributifs, à l'échelle nationale, des réformes agricoles retenues en hypothèse. Il importe de noter que le choix des pays étudiés n'a pas été opéré en fonction de l'évolution potentielle des grands agrégats nationaux ou sectoriels dans la mesure où ces aspects faisaient l'objet de l'analyse du bien-être et des marchés mondiaux présentée dans le chapitre II.

Cette synthèse des études de cas passe tout d'abord en revue les types d'effets qu'il convient de prendre en considération et les principales voies de transmission des effets des réformes des politiques mondiales et nationales au niveau des ménages. Dans un deuxième temps, on examine les options de modélisation qui permettraient de rendre compte des différents effets. Un résumé des approches méthodologiques adoptées dans chaque cas est ensuite proposé. Pour chaque étude de cas, on examine les effets d'un ensemble de réformes mondiales et nationales. On trouvera également un résumé des caractéristiques communes et spécifiques des scénarios de réforme et des principaux résultats des études de cas, accompagnés d'une synthèse des principales conclusions. Pour finir, le rapport présente les enseignements à tirer des études de cas et examine la possibilité d'utiliser ce type d'analyses à l'appui de l'élaboration de mesures gouvernementales.

Les études de cas consacrées au Brésil, à l'Italie, au Malawi et au Mexique ont été effectuées par des experts mandatés à cette fin par l'OCDE. L'étude de cas sur les États-unis a été réalisée par des collègues de l'*Economic Research Service* (ERS) du ministère de l'Agriculture des États-unis (USDA-ERS) pour le compte de l'OCDE. On trouvera dans la partie II du rapport un résumé détaillé de chaque étude de cas.

## Analyse de l'incidence des politiques

Quels types d'effets faut-il mesurer ? Les études de cas ont pour but ultime de déterminer les implications des réformes des politiques multilatérales et nationales en termes de répartition et de niveau des revenus des ménages. Le ménage constitue l'élément de base de l'analyse : c'est au niveau des ménages que sont prises les décisions de production, de consommation et d'allocation de la main-d'oeuvre et que sont collectées les données pertinentes. La figure I.7 donne une bonne illustration de la façon dont les réformes et d'autres mesures gouvernementales peuvent se répercuter sur les ménages.

Selon ce schéma, les effets liés au marché (niveaux 1, 2 et 3) sont répercutés au niveau des ménages (niveau 4). Au premier niveau, la réforme des échanges multilatéraux a une incidence globale sur les marchés internationaux, puisque les ressources sont réaffectées en fonction du système d'avantages comparatifs existant (niveau 1). Au deuxième niveau, ces évolutions sur les marchés mondiaux, de même que les réformes opérées dans les pays, entraînent des modifications des prix payés par les importateurs et perçus par les exportateurs dans chaque pays (niveau 2). Au troisième niveau, la modification des prix payés et perçus à la frontière induit des changements sur les marchés locaux (niveau 3). Au quatrième niveau, les variations de prix affectent les revenus et les dépenses des ménages, et ont par conséquent des retombées en termes de pauvreté (niveau 4). Comme on le voit dans la colonne de droite, les politiques peuvent exercer un effet direct à chaque étape. Les politiques ne sont pas toutes indépendantes. Par exemple, les règles multilatérales et les politiques intérieures peuvent l'une comme l'autre se répercuter sur les politiques commerciales nationales. Dans le cas d'un grand pays, les politiques commerciales nationales peuvent avoir des effets mesurables sur les marchés mondiaux (flèche en pointillés). D'autres schémas indiquant ce même type d'interactions sont proposés par McCulloch *et al.* (2001) et Diaz Bonilla *et al.* (2003).



montrent de façon plus détaillée ce qui se passe au niveau national, c'est à dire aux niveaux 3 et 4. Les changements sur les marchés mondiaux sont traités comme des variables exogènes, sous forme de chocs sur les prix à l'exportation et à l'importation. En principe, les modèles nationaux désagrégés, détaillés au niveau des ménages, peuvent en principe être intégrés dans un modèle global de façon à assurer une parfaite continuité. Dans la pratique toutefois, les modèles nationaux peuvent fournir des informations plus détaillées aux niveaux 3 et 4 et on peut (comme dans les études de cas) adopter une approche pragmatique permettant de relier plus souplesment les modèles globaux et nationaux (tout en vérifiant la cohérence des effets anticipés sur les marchés intérieurs).

### *Caractéristiques des modèles élaborés pour les études de cas*

Les modèles sont construits quelque peu différemment, selon les caractéristiques économiques du pays, les données disponibles, la spécificité des questions à résoudre et les avis concernant la méthode à retenir. Néanmoins, toutes les études partagent deux caractéristiques essentielles. Premièrement, elles englobent des groupes de ménages représentatifs qui, ensemble, rendent compte de tout l'éventail des ménages intervenant dans la vie économique. Deuxièmement, elles intègrent ces ménages dans un modèle de comportement macro-économique (à l'échelle de la région ou de l'ensemble des secteurs économiques). On introduit dans ces modèles des perturbations, dues ou non à une intervention gouvernementale, de manière à suivre les effets de la réforme sur les différentes catégories de ménages.

Le classement détaillé des ménages varie d'une étude à l'autre. Toutefois, une distinction générale est opérée entre les ménages agricoles à vocation commerciale et à vocation non commerciale (des sous-catégories sont prévues dans chaque cas). Les premiers, qui tendent à se comporter comme des entreprises, consomment une part minimale de leur propre production et n'assurent guère eux-mêmes la fourniture des intrants dont ils ont besoin. Cette catégorie est généralement mieux intégrée aux marchés organisés. La catégorie des ménages à vocation non commerciale varie grandement selon que les pays sont en développement ou développés. Dans les pays défavorisés, elle correspond à une agriculture de subsistance ou de semi-subsistance : les ménages y sont à la fois producteurs et consommateurs de denrées alimentaires et, éventuellement, vendent leur travail ou emploient de la main-d'œuvre extérieure. Dans les pays favorisés, cette catégorie renvoie généralement à un choix de vie (activité d'appoint) ou à une occupation exercée pendant la retraite et se caractérise par des niveaux élevés de revenus extra-agricoles. Les ménages de cette catégorie répartissent comme ils l'entendent leur temps, entre le travail sur l'exploitation et le travail à l'extérieur, et les revenus tirés de ces activités, entre l'autoconsommation (notamment de produits alimentaires) et les achats extérieurs.

S'ajoutent deux autres grandes catégories : les salariés agricoles et les ménages (consommateurs) urbains. Elles peuvent être particulièrement importantes dans les pays en développement, où les paysans sans terre sont généralement plus nombreux et où la population urbaine consacre une part non négligeable de ses revenus à l'alimentation. Notons que les catégories schématiques évoquées plus haut ne sont que des groupements plus larges. Dans chaque étude, les ménages sont subdivisés en fonction, soit de caractéristiques structurelles qui déterminent les différences de comportement (produit de spécialisation, par exemple), soit de variables socio-économiques (niveau des revenus, sexe du chef d'exploitation, par exemple). La typologie utilisée dans les différents cas est la suivante :

- L'étude sur le Brésil distingue dix types de ménages, comprenant quatre catégories de ménages agricoles familiaux (non commerciaux), classés en fonction de leur dimension économique : une catégorie de ménages agricoles commerciaux, une catégorie d'employés agricoles salariés et quatre catégories de ménages urbains classés selon leurs revenus. Tous les ménages de l'économie sont couverts par ces dix catégories qui sont intégrées dans le modèle EGC.
- L'étude sur l'Italie distingue aussi dix types de ménages : trois types de ménages agricoles non commerciaux (ménages disposant de ressources limitées, retraités et résidentiels) ; et quatre types de ménages agricoles commerciaux (agriculteurs professionnels/faibles ventes ; agriculteurs professionnels/fortes ventes, exploitations familiales et très grandes exploitations familiales). De plus, les ménages urbains sont divisés en trois catégories selon leur niveau de revenus, auxquelles s'ajoute un autre groupe de ménages ruraux non agricoles. Le modèle EGC est complété par une analyse microéconomique du comportement des ménages agricoles, pour laquelle tous les ménages agricoles sont regroupés en deux grandes catégories : professionnels et non professionnels.
- Dans l'étude du Malawi, les ménages sont tout d'abord différenciés selon trois grandes zones agro-écologiques, puis en fonction de leurs caractéristiques socio-économiques pour chaque zone. Ces dernières caractéristiques comprennent les revenus provenant d'emplois hors exploitation, les envois de fonds, la valeur des actifs, les stocks de maïs conservés, la dimension des propriétés, l'accès au crédit et le sexe du chef d'exploitation. Ces données ont permis de définir sept types d'exploitations : les plus gros exploitants, les exploitants de taille moyenne possédant des actifs, les emprunteurs, les ménages pauvres dirigés par un homme, les ménages pauvres dirigés par une femme, les employés et les bénéficiaires d'envois de fonds de travailleurs expatriés. Le modèle permet à chaque type de ménage de se comporter différemment en fonction des contraintes de ressources qui lui sont propres.
- Dans le cas du Mexique les différents types de ménages sont : les exploitations commerciales ou les grandes exploitations foncières, qui se comportent plus comme des entreprises que comme des ménages ; les exploitations familiales productrices nettes de surplus sur des propriétés petites ou moyennes, typiques des exploitations des petits propriétaires ayant une productivité moyenne ; les ménages agricoles produisant des produits de subsistance et d'infra-subsistance, caractéristiques d'une agriculture à petite échelle et faible productivité, opérant fréquemment dans des conditions marginales et sur des marchés incomplets ; et les ménages ruraux sans terres. Pour chaque type de ménage, l'étude du Mexique distingue quatre modèles de ménages agricoles distincts pour chacune des cinq régions de recensement (soit au total 20 modèles) et ces modèles de ménages sont intégrés dans un modèle EGC différent pour chaque région.
- L'étude sur les États-Unis comprend sept types représentatifs de ménages agricoles et deux types de ménages non agricoles (à faible revenu et à revenu élevé) intégrés dans un modèle EGC. En outre, les résultats macro-économiques pour chaque type de ménages s'articulent à une simulation micro-économique, si bien que les répercussions sur le groupe considéré dans son ensemble peuvent être réparties entre les différents ménages. Les effets sur un ménage donné dépendent de sa capacité d'adaptation, qui fait intervenir deux variables : la probabilité d'un travail en dehors de l'exploitation et

les possibilités d'ajustement en termes de gestion. La première variable fait l'objet d'une estimation économétrique fondée sur des caractéristiques telles que l'âge, l'instruction et l'appartenance ethnique ; la deuxième est liée aux résultats financiers.

Comme exposé dans l'encadré I.2, on peut privilégier soit l'exhaustivité de la représentation à l'échelle de toute l'économie et partant, l'exhaustivité de la description des effets redistributifs de la réforme, soit la quantité de détails concernant le comportement des ménages et la précision de l'analyse. Ce problème est résolu différemment selon les études. Les études sur le Malawi et le Mexique comprennent des modèles de ménages agricoles intégrant les défaillances du marché et l'interdépendance des décisions des ménages concernant la production, la consommation et l'offre de main-d'oeuvre. Le modèle du Malawi tient compte des contraintes saisonnières, des activités différentes selon les ménages et de l'hétérogénéité des ressources de chacun. En autorisant au cours de la récolte et de la période qui lui est postérieure différents prix pour le maïs, le modèle permet d'intégrer certains facteurs de risque. Les ménages agricoles sont intégrés dans un modèle d'économie rurale dans lequel les ménages interagissent les uns sur les autres et avec les marchés extérieurs des produits (maïs et tabac) et de la main-d'oeuvre salariée. Le modèle de l'économie rurale est lui-même plus ou moins emboîté dans un modèle EGC.

#### **Encadré I.2. Approches méthodologiques de la mesure des impacts au niveau des ménages**

Toute tentative de mesurer les effets désagrégés de la réforme des politiques se heurte au dilemme suivant : soit l'on adopte une approche "ascendante" centrée sur le comportement des ménages, et l'on cherche ensuite à généraliser à l'ensemble de l'économie, soit on construit un modèle EGC désagrégé dans lequel les comptes des ménages absorbent la totalité des agrégats nationaux, mais où l'on ne différencie pas les réactions comportementales en fonction des différents types de ménages.

La première approche, en particulier la construction de modèles des ménages agricoles, peut rendre compte du fait que les ménages agricoles peuvent avoir des comportements structurellement distincts. Prenons l'exemple des exploitations commerciales : elles peuvent se comporter comme des entreprises maximisant leurs profits, mais dans les pays développés comme dans les pays en développement, on trouve des ménages agricoles ayant diversifié leurs sources de revenus, qui produisent et consomment des produits alimentaires, et dont les décisions de production et de consommation sont interdépendantes.

La principale difficulté à résoudre est le dysfonctionnement du marché. En présence d'une défaillance du marché, les prix des produits échangés correspondent aux coûts d'opportunité, et que le ménage consomme sa propre production ou la vende et achète ses produits alimentaires sur le marché ne devrait avoir aucune incidence particulière. De même, si le salaire du marché correspond au coût d'opportunité de la main-d'oeuvre salariée, il devrait y avoir équivalence entre le choix du ménage de travailler sur son exploitation ou d'avoir une activité hors de l'exploitation et d'employer de la main-d'oeuvre. Dans ces conditions, le comportement du ménage agricole peut être modélisé comme celui d'une entreprise maximisant son profit et dont la consommation est soumise à une contrainte de revenu déterminée par les profits maximum. Toutefois, plusieurs sources potentielles de défaillance du marché sont susceptibles de créer un écart entre les prix de marché et les coûts d'opportunité, d'où la nécessité de modéliser simultanément (et non séparément) les décisions de production, de consommation et d'offre de main-d'oeuvre. Dans la mesure où certains ménages agricoles sont plus vulnérables que d'autres face à ces défaillances, les effets redistributifs de la réforme peuvent donc varier selon les cas.

Entre autres sources de défaillances du marché qu'il pourrait être utile de prendre en compte, citons :

- *les coûts de transaction* : ils concernent l'insuffisance des infrastructures, qui peut avoir pour effet d'augmenter le coût d'opportunité de l'obtention d'intrants sur l'exploitation et de l'écoulement des biens sur le marché, les coûts d'obtention de l'information relative aux prix des produits et des intrants, ainsi que l'écrasement des marges par les négociants disposant d'un pouvoir de marché au niveau local. Figurent également dans les coûts de transaction les coûts engendrés par la surveillance des salariés agricoles, dont les objectifs diffèrent de ceux des membres du ménage.
- *les risques de prix et l'aversion pour le risque* : les ménages réduisent les prix de vente et augmentent les prix d'achat en fonction du niveau de risque sur le marché concerné et de leur degré d'aversion pour le risque. Plus ces deux facteurs sont importants, plus l'écart entre le prix du marché et le coût d'opportunité pour le ménage est grand.
- *l'offre de crédit limitée* : la pénurie de crédits réduit les choix de production et de consommation et introduit également un écart entre les prix du marché et les prix découlant des décisions des ménages. Si, par exemple, un ménage décide d'augmenter le prix des biens afin de ne pas faire appel au crédit, il accroît la production et la vente de ces biens.

Compte tenu des données d'enquête disponibles, la construction des modèles de comportement des ménages peut être très détaillée. C'est ainsi que le côté producteurs peut rendre compte de l'évolution des productions en fonction des variations des prix relatifs des différentes cultures. De même, les revenus non agricoles peuvent être représentés afin de mettre en évidence les effets relatifs des variations des prix relatifs des cultures (à travers les décisions de production et de consommation) et des salaires perçus pour ces activités non agricoles (à travers les choix opérés entre main-d'œuvre familiale et main-d'œuvre extérieure). L'importance de certaines sources de défaillances du marché peuvent également être évaluées selon des méthodes empiriques. Toutes ces informations peuvent être précieuses pour déterminer les différents impacts de la réforme chez les ménages.

Ces modèles trouvent leur principale limite dans la difficulté que soulève la représentation macroéconomique des effets des politiques par extension de ce niveau de ventilation à l'échelle nationale. Néanmoins, même si l'on peut adopter l'approche fondée sur le comportement des ménages au niveau de l'économie d'un pays en conservant une ventilation des ménages en différentes catégories structurelles, les modalités de prise en compte des effets de l'action publique et des réactions que celle-ci suscite entraîneront nécessairement une perte de détails.

Chacune des six études de cas tente de résoudre ce dilemme en se focalisant sur les relations jugées les plus importantes. Aucun modèle ne parvient à intégrer totalement les modèles détaillés des ménages agricoles à une modèle EGC fortement désagrégé, ce qui serait d'ailleurs impossible dans la plupart des cas. Cependant, chacune de ces études apporte un précieux éclairage en fonction des avantages relatifs de l'approche adoptée, qu'elle soit ascendante ou descendante.

Dans le cas du Mexique, quatre modèles de ménages agricoles sont emboîtés dans un modèle rural EGC pour chacune des cinq régions (nord-ouest, nord-est, centre-ouest, centre et sud-sud-est). Les modèles de ménages sont estimés séparément pour rendre compte du fait que la composition de certaines catégories peut légèrement varier d'une région à l'autre. Le modèle EGC calcule le surplus commercialisé de produits commercialisables comme la différence entre l'offre et la demande. Les prix des produits échangeables au niveau local sont exogènes et déterminés par les marchés ou les politiques extérieurs aux villages. Les prix des produits non commercialisables du village (terre et travail salarié) sont endogènes, l'offre locale étant égale à la demande et les prix,

fixés par chaque ménage. Pour les ménages qui ne participent pas aux marchés locaux, les prix sont des prix virtuels non observés et le surplus commercialisé est nul.

Les études consacrées au Brésil, à l'Italie et aux États-unis intègrent chacune les groupes de ménages représentatifs dans un modèle national d'équilibre général calculable. Tous ces modèles suivent un schéma standard dans lequel les groupes de ménages réagissent aux réformes en modifiant leurs décisions de consommation, la réaction de la production étant déterminée au niveau du marché et répercutée sur les ménages à travers la modification du rendement des facteurs. L'intérêt de cette approche est que chaque étude offre un niveau de détail très poussé au niveau sectoriel. Dans le cas de l'étude sur le Brésil, on distingue 30 activités, dont 9 se situent dans l'agriculture primaire et 15 dans l'agro-industrie ; 40 produits, dont 17 sont agricoles et 19 des 23 restant sont agro-industriels ou fortement liés au secteur agricole. Dans l'étude sur l'Italie, on compte 41 secteurs, dont 23 se situent dans l'agriculture et 9 dans l'agro-industrie, 7 sont des industries et deux des services. Contrairement à ce qui se passe pour le Brésil, chaque secteur produit une seule denrée.

Le modèle des États-unis comprend 59 secteurs, dont 10 agricoles et 12 agroalimentaires. La commercialisation et le transport sont traités de façon explicite, de sorte que les comportements de consommation des ménages réagissent aux prix de détail, et les décisions des producteurs aux prix à la production. L'étude des États-unis articule les résultats macro-économiques pour chaque type de ménages à un modèle de simulation micro-économique, si bien que les répercussions sur le groupe considéré dans son ensemble peuvent être réparties entre les différents ménages. Les effets sur un ménage donné dépendent de sa capacité d'adaptation, qui fait intervenir deux variables : la probabilité d'un travail en dehors de l'exploitation et les possibilités d'ajustement en termes de gestion. La première variable fait l'objet d'une estimation économétrique fondée sur des caractéristiques telles que l'âge, l'instruction et l'appartenance ethnique ; la deuxième est liée aux résultats financiers.

### ***Résultats des études de cas***

Cette section décrit les modifications de l'action gouvernementale simulées dans chaque étude de cas, passe en revue les effets au niveau des ménages pour chaque pays et résume les principales conclusions des études considérées. On trouvera de plus amples détails sur les analyses dont sont tirés ces résultats dans les résumés des études de cas présentés dans la partie II. Lorsque cela a été possible, on s'est efforcé de relier les effets agrégés au niveau national décrits dans le chapitre 2 aux effets désagrégés (au niveau des ménages) obtenus à l'aide des modèles nationaux. Pour cela, on a fait en sorte que chaque pays (à l'exception des États-unis) adopte les réformes requises pour l'analyse GTAPEM, à savoir une réduction de 50 % des droits de douane et, pour les pays de l'OCDE une réduction de 50 % du soutien interne, et introduit les modifications des prix à l'exportation et à l'importation simulés au moyen du GTAPEM. L'étude des effets sur les ménages aux États-unis s'est appuyée sur des simulations d'un modèle national qui prend pour hypothèse l'élimination de toutes les formes de paiements et de soutien des prix, à l'exception de celles qui ne semblent pas causer de distorsions. Rappelons que chaque pays sort globalement gagnant des réformes. Les effets produits sur les ménages agricoles présentent néanmoins d'énormes différences : les ménages agricoles à vocation commerciale enregistrent des gains nets au Brésil et au Malawi, mais des pertes nettes en Italie, au Mexique et aux États-unis en conséquences des réformes opérées dans ces pays. Les scénarios étudiés sont les suivants :

- Le Brésil réduit ses droits de douane de 50 % et est confronté à des variations de prix (à l'exportation et l'importation) simulées au moyen du GTAPEM.
- L'Italie applique le même scénario. On tient compte par ailleurs de la réforme de la PAC, qui fait que les paiements à l'hectare et par tête sont remplacés par un système de paiements découplés.
- S'agissant du Malawi, la simulation du GTAPEM produit des hausses de prix de moins de 5% pour la principale culture de rapport (le tabac). Différentes variations des prix du tabac et du maïs sont simulées, en introduisant en outre une perturbation non liée à l'action des pouvoirs publics, à savoir une ouverture accrue de l'économie rurale aux biens et services marchands.
- Dans l'étude du Mexique, les variations des prix des produits d'alimentation (maïs), des prix des cultures de rapport et des salaires urbains projetés à l'aide du GTAPEM résultent d'un scénario de libéralisation à 50 %. On applique en outre une série de chocs schématiques liés à l'intervention des pouvoirs publics et aux marchés pour vérifier la validité de la modélisation : chocs de prix (maïs et cultures de rapport), mouvements migratoires (augmentation des salaires urbains et dévaluation du peso) et transferts de l'État (paiements au titre des programmes PROCAMPO et PROGRESA).
- L'étude sur les États-unis considère les effets d'un scénario de réforme totale mondiale des échanges comprenant l'élimination complète des protections aux frontières et du soutien interne, supposés fausser les échanges, mais conservant les paiements découplés de la production de cultures spécifiques, notamment les paiements au titre des contrats de production flexible (*Production Flexibility Contract*).

### Brésil

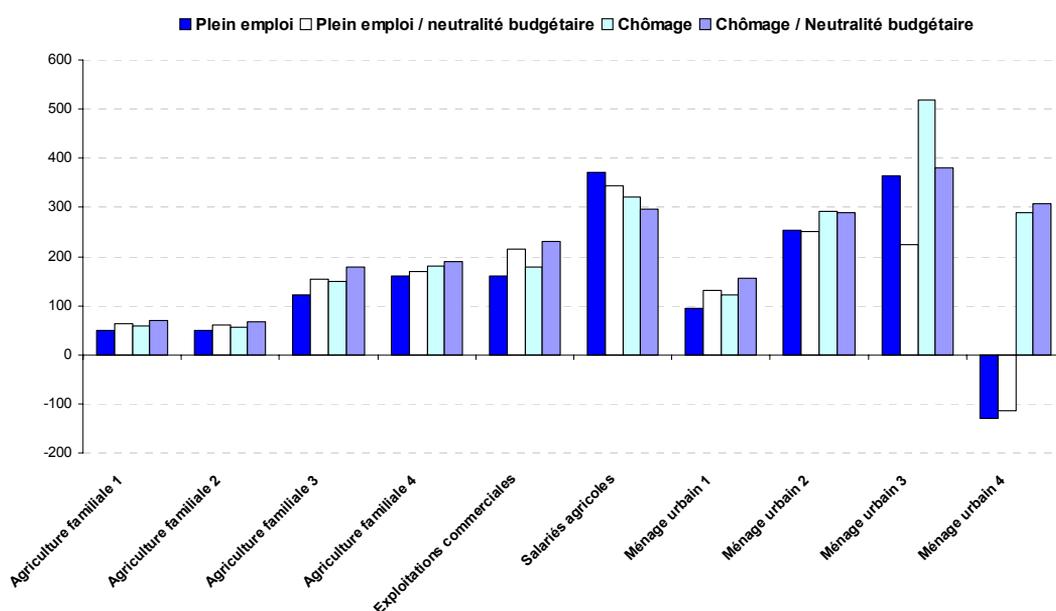
Les effets totaux sur le bien-être varient également de manière significative passant de 1.5 milliard de USD en cas de plein emploi à 2.2 milliards de USD dans l'hypothèse plus réaliste de la présence de main-d'œuvre non qualifiée sans emploi. (Le gain national de bien-être estimé à 1.73 milliard de USD pour le Brésil au moyen du GTAPEM, se situe entre ces deux estimations.) Au final, ces impacts se répartissent entre les ménages par le biais des variations du rendement des facteurs. La figure I.8 indique les variations du bien-être pour chaque groupe de ménages selon différentes règles de bouclage. Apparaissent les structures suivantes :

- De façon générale, les gains de bien-être concernent tous les types de ménages. Étant donné les améliorations que connaissent les catégories pauvres de ménages urbains et ruraux, l'incidence de la pauvreté recule.
- Les inégalités entre producteurs agricoles se creusent, les exploitations familiales plus grandes (et plus riches) étant davantage bénéficiaires que les plus petites exploitations. Cette situation est due au fait que les exploitations les plus grandes sont souvent davantage spécialisées dans les produits d'exportation, dont les prix affichent des hausses relativement importantes.
- Dans le même temps, les gains totaux des salariés agricoles sont supérieurs à ceux de toutes les autres catégories de ménages agricoles. Les gains de ce groupe résultent de

l'augmentation de la demande de main-d'oeuvre agricole des exploitations commerciales. Du fait de la relative pauvreté de ce groupe, cette évolution contrebalance l'augmentation des inégalités entre producteurs agricoles.

- Les ménages urbains sont eux aussi gagnants, et les avantages dont ils bénéficient progressent généralement avec le niveau de leur revenu. Pour ces ménages, les avantages attribuables à la meilleure redistribution des profits et aux salaires du secteur agroalimentaire compensent l'augmentation des prix des produits d'alimentation. Le quartile le plus riche fait toutefois exception, puisque ses gains sont inférieurs à ceux du groupe arrivant en deuxième position, et de fait, ce groupe est perdant en cas de plein emploi (dans la mesure où il est amené à payer plus cher les marchandises produites par la main-d'oeuvre non qualifiée).
- La charge fiscale, bien que supposée constante globalement se répartit différemment entre les types de ménages après la réforme. Elle diminue de manière excessive à partir du troisième quartile de ménages urbains, ce qui signifie que pour les ménages urbains appartenant au groupe des 50 % les plus riches, la structure de l'impôt sur le revenu est relativement uniforme et que l'augmentation du coût de la vie est plus importante pour le deuxième groupe le plus riche.

**Figure I.8. Effets redistributifs de la réforme mondiale des politiques sur le Brésil – évolution du bien-être total des ménages mesurée par la variation équivalente (millions de USD)**

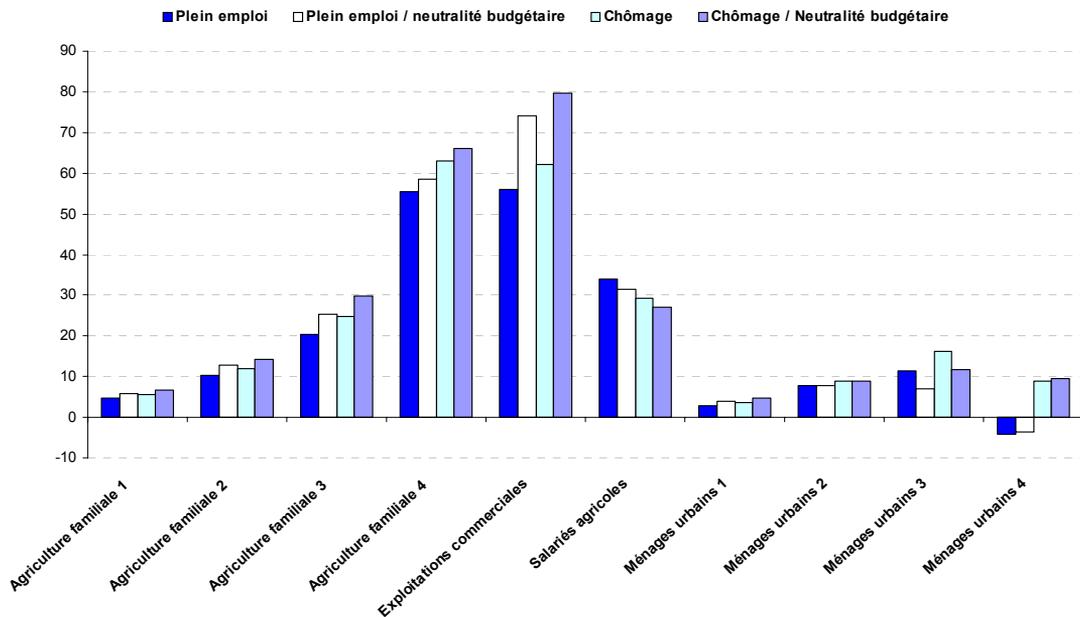


Source : Résultats des simulations.

Compte tenu de l'hétérogénéité du nombre des ménages et des personnes entrant dans les catégories ci-dessus, il est plus intéressant de prendre en considération les variations annuelles du bien-être par personne (voir figure I.9). Ces estimations confirment que dans

le cas des ménages agricoles, les gains de bien-être augmentent avec le revenu et que ceux-ci bénéficient généralement d'avantages plus importants que les ménages urbains<sup>1</sup>.

**Figure I.9. Effets redistributifs de la réforme mondiale des politiques sur le Brésil – Variation équivalente par personne (USD)**



Source : Résultats des simulations.

D'une façon générale, l'augmentation en termes réels des revenus devrait se situer entre 2 % et 4 % pour les producteurs agricoles, aux alentours de 3 % pour les salariés agricoles, et autour de 1 % pour les ménages urbains. Cette progression des revenus fait légèrement reculer l'incidence de la pauvreté. Étant donné que les exploitations commerciales gagnent plus que les petites exploitations familiales, les inégalités entre producteurs risquent de se creuser. Toutefois, les gains plus larges dont bénéficient les salariés agricoles et les ménages urbains (qui comptent pour près de 80 % de la population) font que l'incidence globale sur l'inégalité des revenus risque d'être pratiquement neutre.

### Malawi

Le Malawi compte une grande majorité de ménages pauvres. Les agriculteurs engagés dans la production commerciale de tabac, principale culture de rente, et dont le degré de pauvreté est moindre, sont avantagés en cas de hausse de prix. L'analyse GTAPEM indique une élévation de moins de 5 % des prix de la principale culture de rente (le tabac) dans l'hypothèse d'une réforme mondiale faisant baisser de 50 % les droits de douane et les aides agricoles, et une augmentation de revenu inférieure à 1 % pour les producteurs de tabac. La demande accrue de main-d'oeuvre des producteurs de tabac avantage les

ménages pauvres à vocation non commerciale qui ne peuvent pas pratiquer cette culture, mais fait baisser les revenus des ménages agricoles pauvres qui emploient de la main-d'œuvre. À l'inverse, le prix intérieur du maïs, principal aliment de base, pourrait n'être que faiblement lié aux cours mondiaux. Par ailleurs, les effets des hausses/baisses de prix du maïs varient selon le contexte, puisqu'ils dépendent de l'ampleur de l'augmentation, du fait que le ménage enregistre un excédent ou un déficit net, ainsi que des liens entre les prix du maïs, les salaires et les prix des engrais.

Les effets de la réforme des politiques au Malawi dépendent dans une très large mesure de l'importance des interactions prises en compte, et des valeurs initiales sur lesquelles le modèle est calé. Si l'on prend le modèle le plus simple de ménage agricole (sans interactions avec le marché extérieur), toutes les exploitations sont perdantes dans le cas d'une hausse du prix du maïs à partir d'un niveau de départ très bas auquel toutes les exploitations sont acheteurs nets de maïs. Si les prix sont plus élevés, la hausse des prix bénéficie aux exploitations qui sont, ou peuvent devenir, vendeurs nets et pénalise les autres. Les exploitations les plus pauvres sont perdantes parce que, faute de liquidités ou de terres, elles ne peuvent pas produire d'excédents nets profitables. Dans ce cas, la hausse des prix du maïs peut induire une réponse perverse de l'offre : cette hausse fait en effet augmenter les dépenses alimentaires et accroît la pression sur les liquidités, ce qui réduit la capacité des ménages à se procurer les intrants nécessaires à la culture du maïs et contraint les plus pauvres à abandonner la maïsiculture pour un emploi salarié apportant des revenus immédiats (même s'ils sont inférieurs). De même, en cas d'augmentation des salaires, l'offre de main-d'œuvre de ces ménages risque de diminuer. Dans le cas du tabac, la hausse des prix profitera aux petites exploitations les plus grandes, aux ménages qui possèdent le plus d'actifs, aux emprunteurs, aux ménages dont les salaires ne proviennent pas du secteur agricole et à ceux qui bénéficient d'envois de fonds d'expatriés. Les ménages les plus pauvres n'en profiteront pas dans la mesure où ils ne peuvent cultiver ce produit faute de liquidités pour acheter les intrants nécessaires.

Toutefois, une extension même assez limitée du modèle de référence des ménages agricoles pour tenir compte de l'évolution des salaires peut radicalement modifier (voire renverser dans certains cas) les estimations des effets de la réforme des politiques sur les ménages pauvres. En réponse à l'augmentation des prix du maïs, les salaires chutent puis remontent, la nature et l'ampleur de la réaction dépendant des changements affectant l'utilisation de la main-d'œuvre sur l'exploitation, l'offre totale de main-d'œuvre et la demande de biens et services non échangeables (et de main-d'œuvre non agricole requise pour les produire). Un prix du maïs très bas fait augmenter les superficies consacrées à la culture du tabac, laquelle nécessite plus de main-d'œuvre que celle du maïs. Lorsque le prix du maïs augmente, les revenus réels chutent (d'où une hausse de l'offre totale de main-d'œuvre et un fléchissement de la demande de biens et services non échangeables) ; la conversion au maïs des terres cultivées en tabac libère une partie de la main-d'œuvre. Si la hausse du prix du maïs se poursuit, les exploitations les moins pauvres sont incitées à devenir producteurs excédentaires de maïs, de sorte que leurs revenus recommencent à augmenter (réduisant d'autant l'offre de main-d'œuvre de ces ménages et augmentant la demande de main-d'œuvre destinée à produire des biens non échangeables). Ces exploitations se mettent aussi à adopter des techniques de maïsiculture plus intensives qui demandent plus de main-d'œuvre sur l'exploitation. Le resserrement du marché de l'emploi entraîne une hausse des salaires, qui peut compenser en partie les pertes des ménages les plus pauvres pénalisés par la hausse des prix du maïs.

L'introduction d'interactions mondiales et intersectorielles et de certains facteurs dynamiques complique encore les résultats. Par exemple, la hausse du prix mondial du maïs peut stimuler les changements technologiques et faire augmenter la productivité, ce qui entraînerait toutefois une chute des prix intérieurs. Une augmentation du prix mondial du tabac conduit également à des effets concurrents sur le prix du maïs. D'un côté, les gains plus élevés tirés du tabac encouragent les agriculteurs à privilégier cette culture ; la contraction de l'offre de maïs fait alors monter le prix de ce produit. D'un autre côté, la hausse du prix du tabac améliore la balance des paiements, renforce la monnaie et fait en fin de compte baisser le prix du maïs importé. Dans le modèle des ménages agricoles étendu et dans la version plus sophistiquée incorporant les interactions mondiales et de certains facteurs dynamiques, ce sont les ménages les plus pauvres (salariés agricoles) qui bénéficient le plus de la réforme. Toutefois, dans chaque cas de figure, la complexité des effets est telle qu'il y a toujours des gagnants et des perdants au sein de la population rurale pauvre.

### *Mexique<sup>2</sup>*

Après introduction des résultats du scénario de réforme du GTAPEM (baisse des prix des cultures de rapport et du bétail, et baisse des salaires urbains), les revenus réels estimés de tous les ménages agricoles sont en recul, mais les baisses les plus fortes sont observées pour les producteurs exploitant plus de 5 ha (- 0.4 %). Les ménages sans terres et les petits producteurs (exploitant moins de 5 ha) voient aussi leurs revenus diminuer, quoique plus faiblement (- 0.1 %). Les pertes des plus grandes exploitations sont plus importantes pour deux raisons : d'une part ces exploitations consomment en général une moindre part de leur production, c'est pourquoi le fléchissement des prix des produits affecte davantage leurs revenus nets ; d'autre part, elles louent le plus souvent des terres à de petits producteurs et pâtissent donc de la baisse des loyers fonciers. Le tableau I.8 récapitule l'ensemble des résultats. Il est important de noter que les chiffres indiqués correspondent à des moyennes pour l'ensemble du Mexique, et qu'ils peuvent donc masquer d'importantes disparités régionales. Certaines de ces disparités sont étudiées en appliquant des scénarios stylisés qui simulent, notamment, les effets d'une variation des prix du maïs et des cultures de rapport.

Le choc appliqué aux prix du maïs permet de comparer les effets d'une réduction de 10 % du soutien des prix dans le centre du Mexique où la plupart des ménages ne produisent pas d'excédent commercialisé, à ceux produits dans le nord-ouest où la maïsiculture est principalement pratiquée par des exploitations commerciales sur des terres irriguées. Dans les deux régions, la production de maïs des ménages à vocation commerciale diminue fortement en réponse à la baisse des prix. Il en résulte une forte contraction de la production de maïs dans le nord-ouest où la production commerciale est prédominante. Le fléchissement de la production commerciale de maïs fait baisser la demande de terres et de main-d'oeuvre, ce qui entraîne une chute des loyers et des salaires et partant des revenus des ménages qui pratiquent une agriculture du subsistance. La demande de maïs de ces ménages accuse à son tour une baisse qui entraîne un fléchissement du prix virtuel du maïs. Dans le nord-ouest, la production diminue. Mais la terre et la main-d'oeuvre constituent aussi des intrants, c'est pourquoi la baisse des loyers et des salaires stimule la production. Dans la région centrale, c'est cet effet qui prédomine : la production vivrière de maïs augmente en réaction à la baisse de prix, de même que la production d'autres denrées, notamment de bétail, à la faveur du recul du prix des intrants. Ces changements se manifestent de diverses façons dans la distribution

des revenus. Les ménages à vocation commerciale enregistrent des pertes ou des gains en fonction de leur excédent ou déficit net. Les vendeurs nets de la région nord-ouest accusent ainsi de fortes pertes. La situation des ménages non commerciaux se dégrade dans le nord-ouest, mais n'est pratiquement pas affectée dans la région centrale.

Les effets d'une hausse de 10 % du prix des cultures de rapport dans la région centrale sont comparés à ceux observés dans la région nord-ouest. La production de cultures de rapport des exploitations de la zone centrale, dont la productivité est relativement faible, progresse légèrement, de 3 % à 4 %, pour la plupart des exploitations, grandes et petites. Conséquence de cette évolution, les revenus enregistrent une augmentation générale. En revanche dans le nord-est, la production de cultures commerciales connaît une forte hausse dans les grandes exploitations, qui profite aux ménages sans terre. Cela fait monter les salaires et, de façon encore plus nette, le loyer des terres. Dans les deux plus petits groupes de producteurs, la production de cultures commerciales chute, la terre étant récupérée par les producteurs les plus efficaces. Conséquence de cette situation, les revenus des ménages des exploitations les plus grandes augmentent de près de 5 %, tandis que ceux des exploitations les plus petites demeurent pratiquement inchangés.

**Tableau I.8. Effets des chocs de prix résultant de la réforme multilatérale des échanges, en pourcentage**

Variable	Ménages sans terres	Exploitations <2 ha	Exploitations 2-5 ha	Exploitations >5 ha
<b>Production</b>				
Maïs	0.15	0.20	0.24	1.22
Cultures de rente	-1.14	-0.28	-0.28	-0.30
Bétail	-0.14	0.01	-0.13	-0.14
Non agriculture	0.63	0.48	0.13	0.44
<b>Facteurs</b>				
Salaires, urbains		-0.20		
Salaires, ruraux		-0.26		
Loyers des terres		-1.01		
<b>Prix</b>				
Maïs	-0.60	-0.57	-0.52	-0.40
Cultures de rente	<b>-0.80</b>	<b>-0.80</b>	<b>-0.80</b>	<b>-0.80</b>
Bétail	<b>-0.70</b>	<b>-0.70</b>	<b>-0.70</b>	<b>-0.70</b>
<b>Revenu</b>				
Nominal	-0.16	-0.24	-0.22	-0.33
Réel	-0.13	-0.15	-0.13	-0.40
<b>Migrations</b>				
Internes		0.002		
Internationales		0.03		

Les changements exogènes, tirés des simulations GTAPEM, sont indiqués en gras.

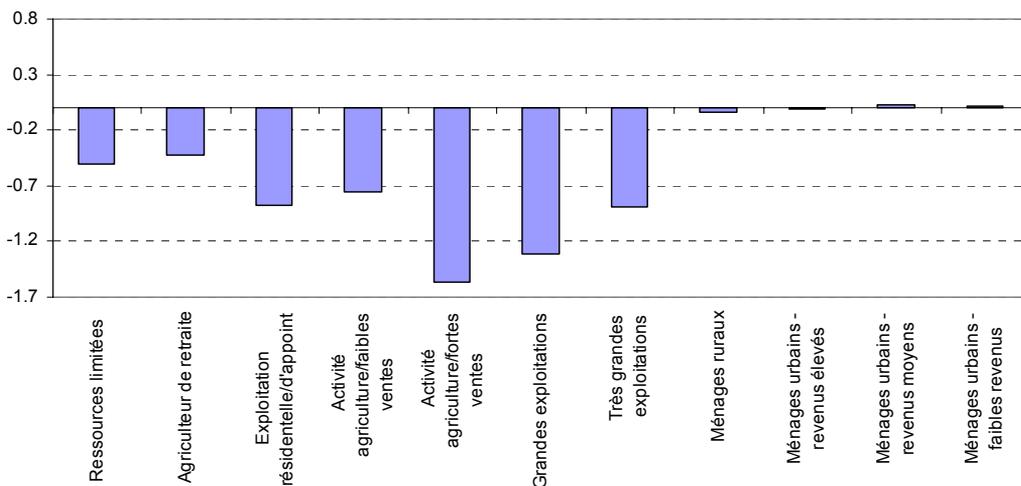
Source : Taylor et Yunez (2005).

### Italie

La figure I.10 illustre les effets redistributifs obtenus pour l'Italie après introduction des simulations GTAPEM des effets des réformes des politiques agricoles et commerciales au plan mondial dans le modèle EGC désagrégé pour l'Italie. Toutes les

catégories d'exploitation accusent des pertes, ces pertes sont plus marquées pour les exploitations familiales (moyennes et grandes que pour les petites exploitations, les ménages à ressources limitées et les ménages retraités. La baisse plus marquée enregistrée par les grandes exploitations s'explique par la baisse simulée du loyer des terres due à la réduction du soutien dans le scénario de réforme du GTAPEM. Toutes les catégories de ménages urbains bénéficient de la réduction de la charge fiscale imputable à la réduction des paiements budgétaires prévue dans le scénario de réforme du GTAPEM. De plus, bien que cela n'apparaisse pas ici, le bien-être national marque une progression nette dans ce scénario (Magnani et Perali, 2005).

**Figure I.10. Effets redistributifs de la réforme mondiale des politiques au niveau des ménages**  
Variation du bien-être en % du revenu de référence

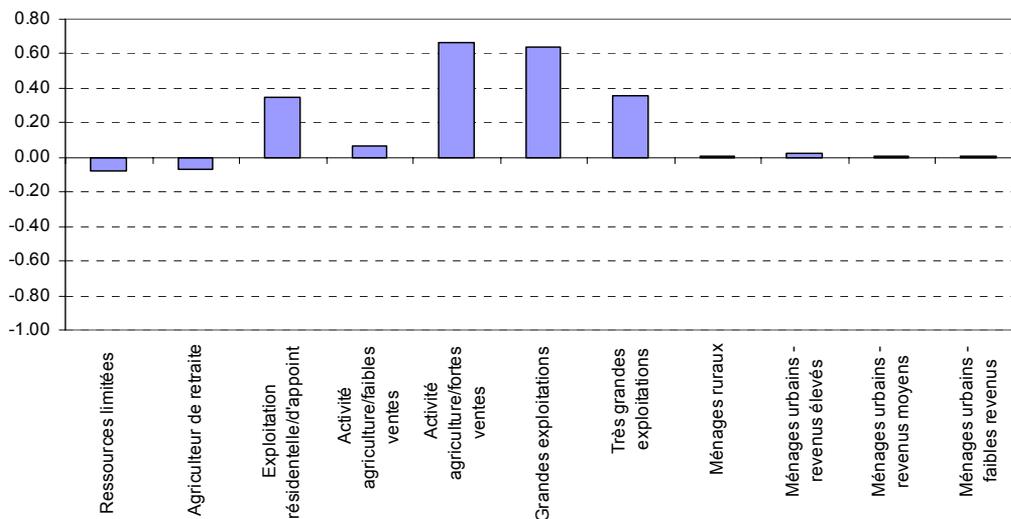


Source : Calculs effectués par le Secrétariat à partir des résultats de l'analyse de Magnani et Perali (2005).

La figure I.11 récapitule les résultats d'un exercice de simulation destiné à mesurer les effets redistributifs en Italie du passage au paiement unique par exploitation dans le cadre de la politique agricole de l'UE. Cette réorientation de la politique favorise les moyennes et grandes exploitations et les exploitations résidentielles d'appoint, par rapport aux exploitants disposant de ressources limitées, retraités et petits exploitants. Les plus grandes exploitations enregistrent des gains substantiels résultant notamment, du soutien des revenus sous forme de paiements forfaitaires. Les gains dont bénéficient les exploitations plus grandes et à vocation plus commerciale sont principalement dérivés des effets significativement positifs de la réforme des politiques sur le loyer des terres (l'analyse indique une hausse de près de 20 % du loyer des terres agricoles en Italie sous l'effet du passage au paiement unique par exploitation). Les incidences négatives sur les exploitants retraités ou disposant de ressources limitées sont à mettre au compte principalement des réductions simulées de la rémunération du travail agricole et du capital agricole qui accompagnent la réforme. Les ménages urbains sont peu affectés par le réaménagement des politiques puisque, dans le scénario étudié, le passage au paiement unique par exploitation ne modifie ni les prix à la consommation simulés, ni les impôts.

**Figure I.11. Effets redistributifs du passage au paiement unique par exploitation au niveau des ménages**

Variation du bien-être en % du revenu de référence



Source : Calculs effectués par le Secrétariat à partir des résultats de l'analyse de Magnani et Perali (2005).

### États-Unis

L'étude sur les États-unis montre que la réforme mondiale en matière d'échanges se répercute différemment sur les revenus des sept types de ménages agricoles, selon leur dépendance à l'égard des subventions et leur gamme de productions, les parts respectives des activités agricoles et non agricoles dans le revenu des ménages et leur portefeuille d'actifs. Le tableau I.9 met en évidence l'incidence de la perte de paiements pour les sept types de ménages agricoles, et le tableau I.10, l'évolution des revenus des ménages agricoles en cas de hausse simulée des prix du marché mondial et d'ajustement correspondant des ressources. Les très grandes exploitations reçoivent plus de subventions agricoles que les autres, et le tableau I.9 montre bien qu'une telle réforme entraînerait pour ce type d'exploitation une perte moyenne de subventions avoisinant 6 000 USD, contre une perte moyenne de 50 USD dans le cas de l'agriculture de retraite. Toutefois, rapportée à la valeur de la production, la réduction des paiements est la plus forte pour les exploitations résidentielles et celles où l'agriculture est exercée à titre principal.

L'évolution du revenu des ménages agricoles indiquée dans le tableau I.10 tient compte des mesures d'adaptation prises par les ménages face à la réforme. L'effet net d'une réforme schématique des échanges sur les revenus englobe les changements intervenus dans les salaires agricoles et non agricoles, les rendements des actifs, les paiements au titre des programmes agricoles, les impôts qui auraient été versés pour financer ces paiements, ainsi que l'impact des modifications de prix sur le coût des achats alimentaires des ménages. Globalement, le revenu des ménages agricoles des États-unis augmente de près de 500 millions de USD par suite de la réforme mondiale, chaque type d'exploitation représentatif enregistrant des gains nets. Les revenus évoluent à la hausse pour tous les groupes de ménages car les pertes de subventions sont compensées par les

revenus résultant de l'augmentation des prix internationaux, notamment de la hausse des salaires et du meilleur rendement de l'actif.

**Tableau I.9. Incidences de la perte de paiements, selon les types d'exploitation, par suite d'une réforme schématique des politiques commerciales**

Type d'exploitation	Nombre d'exploitations	Total du manque à gagner par type d'exploitation	Manque à gagner moyen par exploitation	Moyenne des pertes de production, en cents par dollar
	en milliers	en millions de USD	en USD	en cents
Ressources limitées	127	9	69	0.57
Agriculteur de retraite	298	14	46	0.83
Exploitation résidentielle/d'appoint	931	75	81	1.00
Activité agricoles / faibles ventes	480	161	336	1.17
Activité agricoles / fortes ventes	175	343	1955	1.20
Grande exploitation	77	309	4000	0.45
Très grande exploitation	58	341	5833	0.79
Toutes exploitations confondues	2 147	1 252	583	0.79

Source : Burfisher *et al.* (2005).

Les gains les plus importants vont aux exploitations résidentielles et d'appoint (de loisir). Celles-ci se distinguent par un taux élevé d'emploi à temps partiel d'un des conjoints. D'où leur position privilégiée pour la capacité de substitution travail-capital dans le modèle macroéconomique, de même que pour l'adaptation de la main-d'œuvre sur l'exploitation. Elles tendent aussi à se spécialiser dans les produits bovins, dont les prix vont en augmentant. Si chaque groupe représentatif de ménage doit bénéficier globalement de gains nets, il est probable qu'à l'intérieur de ces groupes, certaines exploitations accuseront des pertes nettes. Les sept types d'exploitations constituent des regroupements trop larges pour faire apparaître la spécialisation qui caractérise la plupart des exploitations, appelée à se traduire par des gains (ou des pertes) en cas de prédilection pour des produits dont les prix s'élèvent (ou baissent) par suite de la réforme mondiale.

A l'intérieur de chaque catégorie de ménages, ceux qui sont plus à même de procéder à des ajustements enregistrent une part supérieure de l'ensemble des gains de la catégorie. La capacité d'adaptation devrait dépendre de deux facteurs : la probabilité de trouver un emploi hors de l'exploitation et les compétences en matière de gestion. Le premier de ces facteurs est estimé en fonction des caractéristiques des ménages comme l'âge, l'éducation, la taille du ménage, le niveau des investissements hors exploitation et l'emploi des épouses en dehors des exploitations, tandis que le second est estimé d'après le coût de la production par rapport à sa valeur. Les ménages agricoles non commerciaux semblent avoir en général une meilleure capacité d'adaptation.

**Tableau I.10. Effets sur les ménages agricoles aux États-unis d'une réforme schématique des politiques agricoles à l'échelle mondiale (en millions de USD)**

	Paiements programmes agricoles	Revenu travail agricole	Rendement des actifs agricoles	Revenu travail non agricole	Autres revenus non agricoles	Dépenses impôts	Total revenus du ménage
Ressources limitées	-9	6	9	-1	0	-1	4
Agriculteur de retraite	-14	46	17	-5	3	-6	41
Exploitation résidentielle/d'appoint	-75	148	96	-21	3	-10	141
Activité agricole/faibles ventes	-161	87	179	-11	3	-10	87
Activité agricole/fortes ventes	-343	59	376	-8	0	-6	78
Grande exploitations	-309	42	338	-6	0	-4	61
Très grande exploitations	-341	84	338	-9	0	-4	68
Toutes exploitations confondues	-1 252	471	1 353	-58	10	-40	484

Source : ARMS, 1999 et modèle EGC ERS-USDA.

### *Effets redistributifs au niveau des ménages : résumé des conclusions des analyses des études de cas*

Les effets redistributifs des réformes agricoles à l'intérieur des pays, que ces réformes aient une portée nationale ou s'inscrivent dans le cadre d'un vaste dispositif multilatéral et multisectoriel, sont à envisager sous l'angle des effets globaux décrits dans le précédent chapitre consacré aux incidences sur le marché et le bien-être. De façon générale, les effets redistributifs des réformes sont bien plus importants que le total des gains d'efficacité, du moins à court et moyen termes. On peut dire intuitivement que la réforme des politiques annule les interventions qui faussent l'allocation des ressources et entraîne une perte d'efficacité inférieure à celle des transferts correspondant à ces interventions.

Toutefois, ces effets restent faibles et ne dépassent pas quelques points de pourcentage du bien-être actuel, même pour les ménages les plus affectés par la réforme. Ce résultat correspond aux conclusions globales de l'analyse GTAPEM et n'a rien de surprenant sachant qu'une grande partie des échanges non agricoles mondiaux est déjà relativement libéralisée et que les échanges représentent une faible part de l'activité économique dans chaque pays. Dans les trois pays en développement, les effets directs de la réforme des échanges au plan mondial sont affaiblis par le fait que de nombreux paysans pratiquent l'agriculture de subsistance ou de semi-subsistance.

L'incidence des réformes sur les ménages considérés isolément dépendra de l'effet net des réformes appliquées dans le pays et de celles qui sont entreprises par d'autres pays. A l'échelle de la planète, la libéralisation des échanges agricoles devrait contribuer à élever les cours mondiaux de la plupart des produits agricoles par rapport à une situation inchangée. D'après les cinq études de cas, il peut arriver que des exploitants pour lesquels la protection est minimale ou nulle bénéficient en fin de compte de cet impact. Ailleurs, la tendance à une moindre protection nationale peut l'emporter, et les

agriculteurs s'exposent à des pertes du fait de la baisse des prix intérieurs. A en juger par l'analyse des études de cas, dont les résultats correspondent à ceux de l'étude GTAPEM, les réformes mondiales entraîneraient des gains nets pour les ménages agricoles à vocation commerciale au Brésil, aux États-unis et au Malawi et des pertes nettes au Canada, en Italie et au Mexique. Néanmoins, l'effet net est très variable selon les produits et, par extension, selon les ménages agricoles en fonction de leur spécialité.

Les effets redistributifs des politiques agricoles dans les pays de l'OCDE ont été passés en revue dans de précédentes études de l'OCDE. Selon une analyse de la répartition des revenus dans les pays de l'OCDE effectuée dans ce cadre, rien ne permet d'affirmer que les agriculteurs perçoivent des revenus systématiquement plus faibles que les autres catégories de ménages de la société, même si certains éléments mettent en évidence une plus grande proportion de bas revenus à l'intérieur du secteur agricole (OCDE 1994, 2001b). Une autre analyse s'est intéressée à la répartition du soutien dans le secteur agricole des pays de l'OCDE et constate que rien ne permet d'affirmer non plus que le soutien a des effets positifs en termes de répartition des revenus. Cela tient principalement au fait qu'au moins deux tiers du soutien aux producteurs sont à mettre au compte des politiques qui maintiennent les prix à la production au-dessus des niveaux qui prévaudraient dans d'autres circonstances. Ces politiques se caractérisent par le fait qu'elles ne peuvent cibler des ménages précis. Dans le cas du soutien des prix non plafonné, l'ampleur du transfert est directement proportionnelle au niveau de la production. Autrement dit, l'essentiel du soutien acheminé vers les ménages — encore que limité par le manque d'efficacité du transfert — revient en fait aux plus grandes exploitations, dont beaucoup bénéficient de toute façon de revenus plus élevés (OCDE, 1999, 2003b). Pour toutes ces raisons, on est en droit de penser a priori qu'une réduction de soutien améliorerait la répartition des revenus dans les pays de l'OCDE.

On ne dispose pas d'informations complètes sur la répartition des revenus ou du soutien agricoles dans les pays en développement. Si tout porte à croire que les zones rurales sont plus pauvres que les zones urbaines, il est plus difficile de dire dans quelle mesure les revenus des ménages agricoles sont plus, ou moins, élevés que ceux des autres ménages dans les zones rurales. Certaines corrélations complexes peuvent aussi exister dans ces pays. Au Brésil, par exemple, une analyse récente de l'OCDE a confirmé que la pauvreté était plus répandue et plus aiguë dans les campagnes mais que le nombre total de personnes pauvres était plus élevé dans les zones urbaines (OCDE, 2005c).

En dépit des difficultés rencontrées pour comparer de manière rigoureuse les études de cas par pays, un certain nombre d'éléments communs peuvent être mis en évidence. Dans tous les cas, les effets de la réforme se font surtout sentir au niveau des exploitations commerciales. Les ménages de cette catégorie ont le plus à gagner là où la protection intérieure est faible et où les prix perçus augmentent par suite des réformes menées dans d'autres pays. A l'inverse, ils perdent le plus lorsqu'ils sont privés de cette protection. Ce résultat se vérifie en termes absolus comme en termes relatifs par rapport aux autres catégories de ménages.

Les raisons de ce constat sont de trois ordres. Premièrement, les ménages agricoles à vocation non commerciale tirent souvent leurs revenus de sources diversifiées, une plus grande part provenant d'activités non agricoles. L'impact de réformes propres au secteur est alors limité. Deuxièmement, les ménages agricoles à vocation non commerciale (notamment ceux qui pratiquent une agriculture de subsistance dans les pays en développement) se caractérisent par une forte autoconsommation de produits agricoles, ce qui a pour effet d'affaiblir, voire d'annuler, les avantages des augmentations de prix. En

fait, bon nombre de ménages agricoles défavorisés dans les pays en développement sont des consommateurs nets des denrées qu'ils produisent, d'où le risque de perte en cas de hausse des prix. Troisièmement, les ménages à vocation non commerciale sont appelés à supporter des coûts de transaction plus élevés que leurs homologues de l'agriculture commerciale. Cela peut encore affaiblir les effets bénéfiques des augmentations de prix et se répercuter sur le marché des facteurs (augmentation du loyer des terres, par exemple), comme on l'a vu précédemment. Dans bien des cas, par conséquent, les réformes favorables aux producteurs à vocation commerciale risquent d'entraîner des effets contrastés à l'intérieur de la catégorie générale des ménages agricoles à vocation non commerciale.

Toutefois certaines réserves s'imposent, comme le montre l'étude des États-unis qui constate que la capacité d'adaptation de certains ménages agricoles à vocation commerciale pourra être supérieure ou inférieure à celle des exploitations non commerciales selon les circonstances. Par exemple, les exploitants à vocation commerciale peuvent accéder plus facilement au crédit et donc être plus à même de réagir aux opportunités offertes par le marché. Ils peuvent en outre avoir de meilleures compétences en matière de gestion. D'un autre côté, les exploitants non commerciaux peuvent avoir des compétences plus larges leur permettant de trouver plus facilement un emploi en dehors de l'exploitation et d'abandonner (ou de reprendre) leur activité agricole selon que les prix baissent ou augmentent. En bref, la capacité d'ajustement des différents types de ménages dépend du contexte et pourrait dans certains cas démentir la conclusion générale selon laquelle les exploitants commerciaux ont plus à gagner ou à perdre que leurs homologues non commerciaux.

À l'intérieur de l'économie, les effets redistributifs de la réforme sont encore compliqués par l'évolution des revenus des ménages non agricoles, notamment des salariés agricoles et des consommateurs en général. Ces effets sont souvent importants dans les pays en développement, compte tenu du nombre élevé de travailleurs agricoles et du fait que les ménages les plus pauvres consacrent souvent une large part (40% ou plus) de leurs revenus à l'alimentation.

L'incidence de la réforme sur les salariés agricoles dépend essentiellement des décisions d'embauche des exploitations commerciales. Dans bien des cas, les ouvriers agricoles sont relativement pauvres, y compris par rapport aux ménages à vocation non commerciale. La hausse des salaires, ou la création d'emplois, atténue donc le creusement des inégalités. Ces effets sont importants dans les simulations des trois pays en développement. En outre, les augmentations de salaires peuvent aussi s'avérer bénéfiques pour les ménages pratiquant une agriculture de semi-subsistance dès lors qu'ils tirent des revenus d'une activité exercée en dehors de l'exploitation.

Dans les pays en développement, l'évolution des prix des produits alimentaires peut aussi avoir des effets notables sur les revenus réels des consommateurs. Cela étant, la spécialisation des modes de consommation est moins poussée que celle des sources de revenus des producteurs, et ceux-ci ont besoin, pour adapter leur offre, de plus de temps qu'il n'en faut aux consommateurs pour se tourner vers des aliments meilleur marché. Les augmentations de prix se font donc moins fortement sentir. Dans les pays exportateurs nets de produits agricoles où la protection est faible, les consommateurs devraient pâtir de la hausse des prix des produits alimentaires. Dans le cas du Brésil, cependant, l'agroalimentaire joue un rôle suffisamment important pour que les pertes infligées aux ménages urbains par la hausse du prix des denrées s'effacent devant l'accroissement des bénéfices et des revenus du travail qu'apportent les exportations de

ce secteur. Par conséquent dans cette étude donnée, l'augmentation des revenus se répartit entre tous les groupes et en dépit de l'accroissement des inégalités entre producteurs agricoles, la pauvreté recule au niveau global et des effets sont observés sur les inégalités à l'échelle de toute l'économie.

### *Enseignements tirés des études de cas*

En ce qui concerne les pays développés de l'OCDE, les données relatives aux revenus et à la structure du soutien montrent à elles seules que les réformes agricoles dans ces pays devraient généralement améliorer la répartition des revenus (OCDE 1994, 1999, 2003b). Ce premier constat ne devrait guère être modifié si l'on intègre les réponses comportementales dans l'analyse, comme cela a été fait pour ces études de cas. D'un autre côté, lorsque la réforme multilatérale des politiques fera intervenir à la fois les réformes engagées dans ces pays et celles lancées ailleurs, les résultats dépendront dans une large mesure de l'impact net sur les prix intérieurs et des incidences sur les différents produits. S'agissant des pays en développement, les résultats sont complexes et indissociables du contexte. En présence de producteurs et de consommateurs pauvres, il pourrait y avoir des changements nets au niveau des inégalités, mais il est généralement impossible d'assurer qu'aucun ménage pauvre ne verra sa situation empirer.

Chaque étude de cas rend compte des incidences sur les différentes catégories de ménages examinées, fait ressortir les effets en tenant compte de divers degrés d'ajustement et apporte partiellement des éclaircissements sur les capacités d'adaptation (et les obstacles qui s'y opposent). La démarche générale peut s'appliquer à des pays très différents de par leur niveau de développement et leurs caractéristiques structurelles, à condition toutefois de disposer des données nécessaires.

Le modèle des ménages agricoles a pour principal intérêt de donner une place aux défaillances du marché, notamment aux défaillances imputables aux coûts de transaction. Des formes atypiques d'adaptation de l'offre peuvent en résulter parmi les ménages agricoles. Dans le cas du Malawi, par exemple, la hausse des salaires peut atténuer le manque de liquidités des agriculteurs, et les inciter à accroître la production et à réduire la part de l'activité exercée en dehors de l'exploitation. Les défaillances du marché peuvent aussi expliquer les effets non linéaires de l'intervention des pouvoirs publics. A titre d'illustration, les ménages agricoles qui sont acheteurs nets de produits alimentaires peuvent pâtir d'une faible hausse de prix, mais tirer avantage d'une hausse plus importante s'ils peuvent devenir vendeurs nets. L'ampleur de la réforme joue donc un rôle, indépendamment de son orientation. On observe des résultats analogues dans le cas du Mexique. Si les ménages agricoles pauvres de certaines régions gagnent à ce que le prix du maïs augmente, ceux d'autres régions se trouvent lésés car ils ont moins de liens avec les marchés des produits, alors qu'ils doivent acquitter des loyers plus élevés parce que le développement de la production commerciale accroît la demande de terres.

Les effets redistributifs des réformes dépendent dans une large mesure des incidences sur les marchés des facteurs et de la répartition entre secteurs. Il faut retenir ici que des ménages à l'abri de toute incidence directe peuvent néanmoins être fortement touchés par des interactions perceptibles dans un deuxième temps (évolution des taux de rémunération salariale et du loyer des terres). Cette fois encore, l'incidence risque même d'aller en sens inverse. Chacune des études de cas fait la part de ces répercussions.

Aucun modèle ne peut rendre compte de tous les effets potentiellement importants. Par exemple, le fait de mettre l'accent sur les détails à l'échelle des ménages peut rendre

difficile le passage à une représentation aussi sophistiquée à l'échelle nationale (difficulté rencontrée dans le cas du Malawi). Réciproquement, si les interactions macro-économiques sont privilégiées, il peut être difficile de déterminer pourquoi les comportements diffèrent d'une catégorie à l'autre (comme dans le cas du Brésil). Ce problème peut être abordé de deux manières. On peut affiner le modèle, en incorporant des modèles de ménages très détaillés à un modèle d'équilibre général calculable. L'autre solution consiste à utiliser ces modèles en liaison avec d'autres analyses complémentaires qui pallient les points faibles.

Les options retenues pour la mise au point des modèles dépendent des questions que l'on veut traiter en priorité. Ainsi, le besoin d'informations détaillées à l'échelle des ménages l'emporte s'il s'agit avant tout de comprendre comment les agriculteurs s'adaptent à la réforme, et dans quelle mesure les défaillances du marché limitent leur marge de manoeuvre. Au contraire, il est plus important d'avoir une représentation économique générale pour apprécier les effets sur les ménages ruraux par rapport aux ménages urbains et la manière dont les ressources pourraient être réaffectées entre les secteurs.

Même lorsqu'ils font intervenir certains facteurs dynamiques, tels que l'articulation entre investissement et productivité, les modèles ne peuvent tenir compte de certains aspects importants de l'ajustement structurel. Aussi les résultats doivent-ils être interprétés avec circonspection. Dans l'étude brésilienne, par exemple, la hausse des prix agricoles avantage les producteurs à vocation commerciale, qui accroissent leur production et recrutent davantage de main-d'oeuvre. Or cet effet est à replacer dans un contexte d'une compression progressive des effectifs agricoles qui sort du cadre du modèle. De la même manière, la tendance structurelle qui veut que les activités commerciales à grande échelle évincent les petites exploitations familiales n'est pas prise en compte.

### *Utilisation de l'analyse des effets redistributifs pour la conception des politiques*

L'information relative aux effets redistributifs de la réforme peut être utilisée de différentes façons par les décideurs. Ceux-ci ont besoin de savoir, premièrement, qui pourraient être les perdants de la réforme à court et à moyen termes. Cette information peut les aider à déterminer si des mesures d'accompagnement sont nécessaires à l'appui du processus de réforme. Il est donc indispensable de définir des catégories de ménage suffisamment fines pour rendre compte des principaux déterminants des différents effets. Les modèles désagrégés peuvent aussi être utilisés pour comparer les effets des différents scénarios de réforme, et pour obtenir, au delà des estimations quantitatives, un cadre utile pour mieux comprendre les interactions économiques qui déterminent les effets redistributifs.

Le deuxième avantage des informations désagrégées sur les effets redistributifs de la réforme est qu'elles peuvent faciliter la conception de mesures ciblées adaptées aux différentes situations. Les décideurs ont le choix entre deux grands types de mesures : des mesures d'ajustement qui aident les ménages à s'adapter à la nouvelle donne économique, et les mesures de compensation qui atténuent (temporairement) les effets de la réforme.

Il importe de reconnaître qu'il peut y avoir conflit entre les mesures d'ajustement et les mesures de compensation. En effet, en cas de compensation complète et permanente, il ne pourra y avoir d'ajustement. En conséquence, il semble souhaitable de privilégier

des politiques d'ajustement assorties de mesures de compensation (protection sociale, par exemple) pour les ménages qui n'ont pas les moyens de s'adapter. Dans les pays développés de l'OCDE, les filets de protection des revenus interviennent *ex post*, c'est-à-dire après l'entrée en jeu des effets de la réforme. Toutefois, dans les pays en développement, où il peut être plus difficile de mobiliser des ressources pour soutenir les revenus, des mesures *ex ante* destinées à amortir et échelonner la mise en oeuvre des réformes pourraient être plus adéquates, d'où l'utilité encore plus grande des évaluations quantitatives et qualitatives des effets de la réforme.

Les informations les plus utiles pour la conception de politiques d'ajustement efficaces concernent les facteurs qui entravent ou au contraire facilitent l'adaptation des ménages, par exemple la capacité des ménages à remplacer certains produits agricoles par d'autres ou des revenus agricoles par des revenus tirés de sources extérieures à l'exploitation. Certaines des études de cas présentées dans le rapport apportent de précieuses informations sur la façon dont les capacités d'ajustement (reflétées par la mesure des élasticités) conditionnent les effets de la réforme. Les véritables déterminants de la capacité d'ajustement risquent toutefois de se trouver en dehors du modèle, et de relever de l'éducation, de la formation et de la valorisation des compétences. D'autres analyses complémentaires semblent donc nécessaires à l'appui de la conception de mesures adéquates.

Les effets de la réforme des politiques dépendent en outre de l'exposition plus ou moins grande des ménages aux défaillances des marchés des produits et des facteurs. Si tant est que ces défaillances sont répercutées dans le modèle, les résultats peuvent indiquer s'il est nécessaire de prendre des mesures correctives, sous forme notamment d'investissements pour faire baisser les coûts de transport et de commercialisation ou améliorer le fonctionnement des marchés des terres et du crédit.

Pour finir, les effets des réformes sur les ménages dépendent dans une très large mesure de l'ampleur et de la profondeur de ces réformes. Les études telles que celle-ci peuvent aider les décideurs à évaluer les différents effets redistributifs selon le scénario de réforme envisagé. Il est possible, par exemple, que les ménages agricoles soient pénalisés par la réduction de la protection agricole, mais que leurs pertes puissent être largement compensées par des réformes dans d'autres secteurs. De même, les ménages agricoles qui sont acheteurs nets de produits alimentaires (cas fréquent dans les pays en développement) pourraient être perdants en cas de faible baisse des prix, mais gagnants en cas de plus forte hausse leur permettant alors de devenir vendeurs nets.

## Notes

1. Le nombre de membres composant les ménages tend à diminuer avec l'augmentation du niveau de revenu. De ce fait, la tendance, pour les individus riches, à y gagner davantage que les pauvres (qu'il s'agisse des catégories de ménages ruraux ou urbains), est plus prononcée que la tendance pour les ménages riches, à recevoir des avantages supérieurs à ceux allant aux ménages pauvres.
2. Dans l'étude de cas dont le résumé est présenté en annexe, les simulations concernent une augmentation de prix des cultures de rente. Dans cette section les résultats sont inversés, pour que la présentation corresponde à celle des autres études de cas qui présentent tous des diminutions.

## *REFERENCES*

- Ahearn, M., H. El-Osta et J. Dewbre (2002) « The Impact of Government Subsidies on Off-Farm Labor Supply of Farm Operators », rapport présenté à la réunion annuelle de l'American Agricultural Economics, Long Beach, CA.
- Anderson, K., W. Martin et D. van der Mensbrugghe (2005), « Market et Welfare Implications of Doha Reform Scenarios » dans *Agricultural Trade reform and the Doha Development Agenda*, K. Anderson et W. Martin (eds.), Washington, D.C., OOTP et la Banque mondiale.
- Armington, P.S. (1969), *A Theory of Demand for Products Distinguished by Place of Production*, IMF Staff Papers, N° 16, pp. 159-178.
- Azzoni, C., J. Brooks, J. Guilhoto, et S. McDonald (2005), *Who in Brazil will Gain from Global Trade Reforms*, The University of São Paulo Research Regional et Urban Economics Lab, TD-Nereus 12-2005.
- Banque mondiale (2003), *Global Economic Prospects: Realizing the Development Promise of the Doha Agenda 2004*, Washington, DC.
- Bhagwati, J. (2005) "Reshaping the WTO" dans *Far Eastern Economic Review*, N°168, pp. 1-5.
- Bouet, A., Y. Decreux, L. Fontagné, S. Jean et D. Laborde (2004), « A Consistent, *ad valorem* Equivalent Measure of Applied Protection Across the World: The MACMap-HS6 Database » *Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII)*, Working Paper No 2004 – 22, Paris.
- Bchir, A., S. Jean et D. Laborde (2005), « Binding overhang and tariff-cutting formulas: A systematic, world-wide quantitative assessment », *Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII) Working Paper draft*, Paris.
- Bouet, A., J.C. Bureau, Y. Decreux, L.; et S. Jean (2004), « Multilateral Agricultural Trade Liberalization: The Contrasting Fortunes of Developing Countries in the Doha Round », *Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII)*, Working Paper 2004-18, novembre.
- Bouet, A., Y.L. Fontagné et S. Jean (2005) « Is Erosion of Tariff Preferences a Serious Concern? » dans *Agricultural Trade Reform and the Doha Development Agenda*, K. Anderson et W. Martin (eds.) Washington, D.C., OOTP et la Banque mondiale.
- Brooks, J. (2003). « Agricultural Trade Reform, Adjustment and Poverty: Mapping the Linkages », *Agricultural Trade and Poverty: Making Policy Analysis Count*, OECD, Paris, pp. 9-25.
- Brooks, J. et O. Melyukhina (2003) « Estimating the pass-through of agricultural policy reforms: an application to Russian crop markets, with possible extensions », rapport présenté à l'International Agricultural Trade Research Consortium Conference, Capri, juin.
- Burfisher, M. et J. Hopkins, eds. (2003) « *Decoupled Payments: Household Income Transfers in Contemporary U.S. Agriculture* », Market and Trade Economics Division, Economic Research Service, U.S. Department of Agriculture, *Agriculture Economic Report* No. 822, Washington, D.C.
- Burfisher, M., K. Hanson, J. Hopkins et A. Somwaru (2005), « *US Agricultural Adjustment Capacity: A Macro-Micro Simulation Approach* », rapport USDA-ERS établi pour l'OCDE.

- Charlton, A.H. et J.E. Stiglitz (2005) « A Development-friendly prioritization of Doha Round Proposals », *The World Economy*, Volume 28, N°3, p.293.
- Cogneau, D. et A. Robilliard (2000) *Growth, distribution and poverty in Madagascar: learning from a micro-simulation model in a general equilibrium framework*, IFPRI, Washington, DC.
- Cooper, J., R. Johansson, et M. Peters (2003), « Some Domestic Environmental Effects of U.S. Agricultural Adjustments under Liberalized Trade: A Preliminary Analysis », rapport présenté à la Second North American Symposium on Assessing the Environmental Effects of Trade, Mexico City, Mexico, mars, accessible à : [http://www.cec.org/files/PDF/ECONOMY/cooper-et-al\\_en.pdf](http://www.cec.org/files/PDF/ECONOMY/cooper-et-al_en.pdf)
- Deaton, A. (1997) *The analysis of household surveys: a microeconomic approach to development policy*. Johns Hopkins University Press for the World Bank, Baltimore et Londres.
- Decaluwé, B. et J. Cockburn (2002) « *How are Globalization and Poverty Interacting and What Can Governments Do About It?* » (d'après un ouvrage issue du projet Micro Impact of Macro Adjustment Policies (MIMAP), 9-10 décembre, Paris.
- Diaz Bonilla, E., M. Thomas et S. Robinson (2003) « Trade, Food Security and WTO Negotiations: Some Reflections on Boxes and their Contents » dans *Agricultural Trade and Poverty: Making Policy Analysis Count*, OCDE, pp. 59-104.
- Dorward, A., C. Poulton, H. Tchale et P. Wobst (2004) *The Distributional Effects of Agricultural Policy Reform on Poor Rural Households: Linking Household, Rural Economy and Economy-Wide Analysis*, rapport établi pour l'OCDE.
- Duncan, R. et D. Quang (2003), *Trade Liberalisation, Economic Growth and Poverty Reduction Strategies*, National Centre for Development Studies, Australian National University, Canberra.
- El-Osta, H.S. et M.J. Morehart (1999) "Technology Adoption Decision in Dairy Production and the Role of Herd Expansion," *Agricultural and Resource Economics Review*. avril, pp: 84-95.
- Fabiosa, J., J. Beghin, S. de Cara, A. Eloheid, C. Fang, M. Isik, H. Matthey, A. Saak, P. Westhoff, D.S. Brown, B. Willott, D. Madison, S. Meyer, et J. Kruse (2005), « The Doha Round of the World Trade Organisation and Agricultural Markets Liberalisation: Impacts on Developing Economies », *Review of Agricultural Economics*, Vol. 27, No. 3, pp 317-335.
- Fallick, B.C. (1996) « A Review of the Recent Empirical Literature on Displaced Workers », *Industrial and Labor Relations Review*, Vol. 50, No. 1, pp: 5-16.
- Farber, H.S. (2003) « Job Loss in the U.S., 1981-2001 », NBER Working paper 9707, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- FIPE (2004), « The Distributional Effects of Agricultural Policy Reform: The Case of Brazil », rapport établi pour l'OCDE, Sao Paulo.
- Finizia, A., R. Magnani et F. Perali (2004): *A General Equilibrium Analysis of the Mid-Term Review of the CAP on the Italian Economy*, Franco Angeli, Rome.
- Francois, J.F., H. van Meijl et F.W. van Tongeren (2003), *Economic Benefits of the Doha Round for the Netherlands*, rapport soumis au ministère des Affaires économiques, Direction générale des relations économiques extérieures, Pays Bas.
- Francois, J. et W. Martin (2004), « Formula Approaches for Market Access Negotiations », *The World Economy*, Vol. 26, pp. 1-28.
- Gardner, B. (1987), *The Economics of Agricultural Policies*, New York, Macmillan.

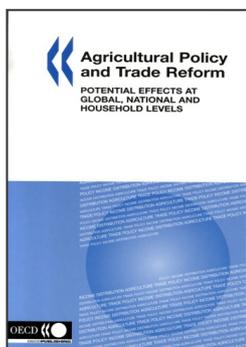
- Gardner, B. (1992) « The Disappearance of the Farm Problem », *Journal of Economic Literature*, Vol. 30, No. 3, pp. 62-101.
- Gérard F., M.-G. Piketty et J.-M. Boussard (2003), « Libéralisation des échanges et bien-être des populations pauvres: Illustration à partir du modèle ID3 de la faiblesse des impacts et de la sensibilité des résultats aux hypothèses de fonctionnement des marchés », *Notes et études économiques*, n°19, pp. 111-134, ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales, Paris.
- Hanson, K. 2002. « Scenario Analysis with a U.S. Computable General Equilibrium Model », *The 12th Federal Forecasters Conference: Papers and Proceedings*, Washington DC.
- Hanson, Kenneth, et Agapi Somwaru(2003) « Farm and Non-Farm Households Distributional Effects of U.S. Farm Commodity Programs ? », *Selected Papers at the Sixth Annual Conference on Global Economic Analysis*, The Hague, Netherlands.
- Hertel, T.W. (1997), *Global Trade Analysis: Modeling and Application*, Purdue University.
- Hertel, T.W., J.M. Horridge, et K. R. Pearson (1991) *Mending the Family Tree: A Reconciliation of the Linearization and Levels Schools of CGE Modeling*, Impact Project Preliminary Working Paper No IP-54, Australian Industry Commission et Monash University, Canberra.
- Hertel, T.W., D. Hummels, M. Ivanic, et R. Keeney (2003) « How Confident Can We Be in CGE-Based Assessments of Free Trade Agreements? » rapport présenté à la Sixth Annual Conference on Global Economic Analysis, Scheveningen, Pays Bas.
- Hertel T., P. Preckel, J. Cranfield et M. Ivanic (2003) « OECD and non-OECD trade liberalisation and poverty reduction in seven developing countries », *Agricultural Trade and Poverty: Making Policy Analysis Count*, OCDE, Paris, pp. 195-212.
- Hertel, T.W. et J. Reimer (2004) « Predicting the Poverty Impacts of Trade Reform », *World Bank Policy Research Working Paper 3444*, novembre 2004, Banque mondiale, Washington D.C.
- Hertel, T.W. et R. Keeney (2005), « What's at stake: the relative importance of import barriers, export subsidies and domestic support », dans *Agricultural Trade reform and the Doha Development Agenda*, K. Anderson et W. Martin (eds.) Washington, D.C., OUP et la Banque mondiale.
- Hertel, T et L.A. Winters (2005), « Poverty impacts of a WTO agreement: synthesis and overview », *Putting development back onto the Doha Agenda: poverty impacts of a WTO Agreement*, dans T. Hertel et L.A. Winters (eds.), Banque mondiale, Washington DC.
- Hoppe, R.A., J.E. Perry, D. Banker (2000) *ERS Farm Typology for a Diverse Agricultural Sector*, ERS No. 759.
- INCRA/FAO (2000), *Novo retrato da agricultura brasileira: o Brasil redescoberto*, Brasilia (DF): NEAD.
- Jomini, P., J.F. Zeitsch, R. McDougall, A. Welsh, S. Brown, J. Hambley, et J. Kelly (1991), «SALTER: A General Equilibrium Model of the World Economy, Volume 1 Model Structure, Database and Parameters», Australian Industries Assistance Commission, Canberra.
- Kanbur, R. (1999) « Income Distribution and Development » *Handbook on Income Distribution*, A.B. Atkinson et F. Bourguignon (ed.) North-Holland.
- Kletzer, L.G. (1998), «Job Displacement,» *The Journal of Economic Perspectives*, Vol. 12, No. 1, pp. 115-136.
- Lofgren, H. et S. Robinson (1999) «To Trade or Not to Trade: Non-Separable Farm Household Models in Partial and General Equilibrium» TMD Discussion Paper No. 37, IFPRI, Washington DC.

- Lofgren, H., R.L. Harris, S. Robinson (2002), « A Standard Computable General Equilibrium Model (CGE) in GAMS », *Microcomputers in Policy Research*, N°5, IFPRI, Washington, D.C.
- Lofgren, H. et S. Robinson (2003) « *General Equilibrium Simulation Models in Agricultural Economics* », rapport présenté à la réunion annuelle du UK Agricultural Economics Society, avril.
- Magnani, R. et F. Perali (2005) « *The General Equilibrium Impact of Reforms at the Macro and Micro Level: the Italian case* », rapport établi pour l'OCDE.
- McBride, W.D. et H.S. El-Osta (2002) « Impacts of the Adoption of Genetically Engineered Crops on Farm Financial Performance », *Journal of Agricultural and Applied Economics*. Vol. 34, No. 1, pp: 175-191.
- McDonald S. (2005), *A Standard Computable General Equilibrium Model Version 5: Technical Documentation*, PROVIDE Project Technical Paper 2005:03, Elsenburg, R.S.A.
- Minot, N. et F. Goletti (2000) « Rice market liberalisation and poverty in Viet Nam », *IFPRI Research Report* No. 114.
- McCulloch, N., L. A. Winters et X. Cirera (2001) *Trade liberalisation and Poverty: a Handbook*, Centre for Economic Policy Research, Londres.
- McCulloch, N. (2002). « The impact of Structural Reforms on Poverty: a Simple Methodology with Extension », rapport présenté au séminaire du Centre de développement de l'OCDE : *How are globalisation and poverty interacting and what can governments do about it?*, Paris, 9-10 décembre.
- Nicita, A., M. Olarreaga et I. Soloaga (2002), *A Simple Methodology to Assess the Poverty Impact of Economic Policies Using Household Data: An Application to Cambodia*, Banque mondiale, Washington, D.C.
- OCDE (1994) *A Review of Farm Household Incomes in OECD Countries*, Paris.
- OCDE (1999), *The Distributional Effects of Agricultural Support in Selected OECD Countries*, Paris.
- OCDE (2001a) *Market Effects of Crop Support Measures*, Paris.
- OCDE (2001b) *Low Incomes in Agriculture*, Paris.
- OCDE (2002a) *Agriculture and Trade Liberalisation: Extending the Uruguay Round Agreement*, Paris.
- OCDE (2002b) *The Incidence and Efficiency of Farm Support*, Paris.
- OCDE (2003a), *Agricultural Trade and Poverty: Making Policy Analysis Count*, Paris.
- OCDE (2003b), *Farm household income: Issues and policy responses*, Paris.
- OCDE (2003c), « *Doha Development Agenda: Welfare Gains from Further Multilateral Trade Liberalisation with Respect to Tariffs* », TD/TC/WP(2003)10/FINAL.
- OCDE (2004), *Agricultural Policies in OECD Countries at a Glance*, Paris.
- OCDE (2005a), *Preferential Trading Arrangements in Agricultural and Food Markets: The Case of the European Union and the United States*, Paris.
- OCDE (2005b), *Trade Preference Erosion: Potential Economic Impacts*, Paris.
- OCDE (2005c), *OECD Review of Agricultural Policies: Brazil*, Paris.
- Panagariya A. (2004), « *Agricultural Liberalization and the Developing Countries: Debunking the Fallacies* » mimeo, Columbia University, décembre.

- Reimer, J. (2002) « Estimating the Poverty Impacts of Trade Liberalisation », *GTAP Working Paper* No. 20, Purdue University, États-unis
- Reimer, J., and T. Hertel (2003) « International Estimates of Demand for Use in the GTAP Model? », *GTAP Working Paper*, No. 22.
- Robilliard, A. S., (2002) « *Examining the Social Impact of the Indonesian Financial Crisis Using a Micro-Macro Model* », rapport présenté à un séminaire du Centre de développement de l'OCDE – Globalisation et pauvreté : quelles interactions ? Quel rôle pour les pouvoirs publics ? Paris, 9-10 décembre.
- Sebastien, J., D. Laborde and W. Martin (2005), « Consequences of agricultural tariff cuts using alternative formulas », in *Agricultural Trade reform and the Doha Development Agenda*, K. Anderson and W. Martin (eds.) Washington, D.C., OUTP et la Banque mondiale : Chapitre 2.
- Sharma, R. (2003). « The Transmission of World Price Signals: the Concept, Issues and Some Evidence From Asian Cereals Markets », dans OCDE (2003a), *Agricultural Trade and Poverty: Making Policy Analysis Count*, Paris.
- Singh I., L. Squire et J. Strauss (1986) *Agricultural Household Models: Extensions and Applications*, Johns Hopkins University Press, Baltimore, États-unis
- Stout, J.V. et D. Abler (2004) « ERS/Penn State Model Documentation », [http://trade.aers.psu.edu/pdf/ERS\\_Penn\\_State\\_Trade\\_Model\\_Documentation.pdf](http://trade.aers.psu.edu/pdf/ERS_Penn_State_Trade_Model_Documentation.pdf)
- Tangermann, S. (2005) « Organisation for Economic Cooperation and Development Area Agricultural Policies and the Interests of Developing Countries » dans *American Journal of Agricultural Economics*, Vol. 87, No. 5, pp. 1128-1144.
- Taylor, J.E. (2003), « The Microeconomics of Globalization: Evidence from China and Mexico », dans *Agricultural Trade and Poverty: Making Policy Analysis Count*, OCDE, Paris.
- Taylor, J.E. et A. Yúnez-Naude (2004) « *Disaggregated Impacts of Policy Reform: A Case Study Using Data from the Mexico National Rural Household Survey* », rapport établi pour l'OCDE.
- Tokarick, S. (2005), « Who Bears the Cost of Agricultural Support in OECD Countries? », *The World Economy 2005*, Vol. 28, N°4.
- UNCTAD (2003), « Back to Basics: Market Access Issues in the Doha Agenda », Nations Unies, Genève.
- U.S. Department of Agriculture (USDA) (2001), « The Road Ahead: Agricultural Policy Reform in the WTO, Summary Report », *Agriculture Economic Report* No. 797, Economic Research Service, ministère de l'Agriculture des États-unis, Washington DC, janvier.
- Valdés A. et W. Foster (2003) « Reflections on the Policy Implications of Agricultural Price Distortions and Price Transmission for Producers in Developing and Transition Economies » dans *Agricultural Trade and Poverty: Making Policy Analysis Count*, OCDE, Paris.
- Varian H. (1992), *Microeconomic Analysis*, W. W. Norton & Company, New York.
- Wobst, P., H. Lofgren, H. Tchale, et J.A. Morrison (2004), *CGE Modelling of Pro-Poor Development Strategies for Malawi: An Analysis of Alternative Scenarios*, IFPRI, Washington, D.C.
- Winters, L.A. (2000) « Trade, Trade Policy and Poverty: What are the Links? », *Centre for Economic Policy Research Paper*, No. 2382, Londres.

## *Table des matières*

<b>Résumé</b> .....	7
<b>Partie I. Réforme des politiques commerciales et agricoles : répercussions à l'échelle mondiale et nationale et effets sur les ménages</b> .....	17
Introduction .....	19
<i>Chapitre 1.</i> Niveau et composition du soutien agricole et de la protection commerciale .....	21
<i>Chapitre 2.</i> Incidences sur le marché mondial, au niveau national et sectoriel .....	31
<i>Chapitre 3.</i> Incidences au niveau des ménages .....	57
<i>Chapitre 4.</i> Conclusion et déductions à l'usage des pouvoirs publics .....	81
<i>Annexe I.1</i> Présentation du modèle GTAP .....	85
<b>Partie II. Résumés des études de cas sur les effets de la réforme au niveau des ménages</b> .....	91
<i>Chapitre 5.</i> Brésil .....	93
<i>Chapitre 6.</i> Italie .....	115
<i>Chapitre 7.</i> Malawi .....	123
<i>Chapitre 8.</i> Mexique .....	141
<i>Chapitre 9.</i> États-Unis .....	155
Références .....	169



Extrait de :

## Agricultural Policy and Trade Reform

Potential Effects at Global, National and Household Levels

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264025745-en>

### Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2006), « Incidences au niveau des ménages », dans *Agricultural Policy and Trade Reform : Potential Effects at Global, National and Household Levels*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264025769-6-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).